

Revue de presse Niger – 14/10/2025

Sommaire des articles

Actualités régionales

AES : Les pays membres entendent coordonner les fréquences radioélectriques à leurs frontières – ANP – 13/10	3
Madagascar : Rajoelina, passager de classe affaires sur la Françafrique Airlines – Actu Niger – 13/10	5

Réseaux sociaux

ANNEXE 1 : Coopération militaire avec l'Italie.....	7
---	---

AES : Les pays membres entendent coordonner les fréquences radioélectriques à leurs frontières – [ANP](#)
– 13/10

Le Directeur Général de l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques et de la Poste (ARCEP), Colonel Major Idrissa Chaibou a présidé, ce lundi 13 octobre 2025 dans la salle des réunions de l'ARCEP, la cérémonie d'ouverture des travaux de la réunion préparatoire à la réunion de coordination des fréquences radioélectriques aux frontières des pays membres de l'Alliance des Etats du Sahel.

Cette réunion s'inscrit dans un contexte régional en profonde mutation, marqué par une volonté commune de consolidation de la coopération au sein de l'Alliance des Etats du Sahel (AES).

En ouvrant les travaux, le Directeur Général de l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques et de la Poste, Colonel Major Idrissa Chaibou a, tout d'abord, exprimé, au nom de l'Autorité de Régulation, sa profonde gratitude aux Forces de Défense et de Sécurité pour leur "présence et leur engagement constant au service de la Patrie".

Cet évènement, d'apparence technique, a indiqué le DG de l'ARCEP "est en réalité d'une portée stratégique majeure, la coordination du spectre radioélectrique est un levier essentiel de sécurité nationale, de souveraineté technologique et d'efficacité opérationnelle".

Cette rencontre s'inscrit également dans la vision claire et constante du Général d'Armée Abdourahamane Tiani, Président de la République, qui est de "faire du Niger un Etat souverain, maître de ses ressources, de ses choix et de ses infrastructures stratégiques" a indiqué le directeur général de l'ARCEP, pour qui "trois (3) enjeux majeurs justifient toute l'importance de cette rencontre notamment, la sécurité nationale, l'efficacité opérationnelle, la souveraineté et la coopération régionale".

Parlant de la sécurité nationale, le Directeur Général de l'ARCEP a fait savoir que "la coordination des fréquences radioélectriques permet d'éviter les brouillages et interférences susceptibles de perturber les communications opérationnelles. Une seule fréquence mal gérée peut compromettre une mission, rompre la chaîne de commandement et mettre en péril la vie de nos soldats. La gestion maîtrisée du spectre, c'est la garantie de communications sûres, continues et inviolables"

S'agissant de l'efficacité opérationnelle, Colonel Idrissa Chaibou de souligner que "c'est une planification concertée des bandes de fréquences qui garantit aux Forces de Défense et de Sécurité des canaux clairs, harmonisés et sécurisés. C'est un facteur déterminant pour la coordination interarmée, la réactivité sur le terrain et la réussite des opérations conjointes".

Pour la souveraineté et la coopération régionale dans un espace sahélien confronté à des défis sécuritaires communs, "notre force repose sur notre unité. Une position nigérienne claire, cohérente et défendue avec rigueur au sein de l'Alliance des Etats de Sahel constitue un acte de souveraineté. Elle traduit notre détermination, sous la conduite du Président de la République, à construire avec nos frères du Burkina Faso et du Mali un espace sahélien souverain, solidaire et maître de ses ressources stratégiques" a-t-il poursuivi.

La présente réunion préparatoire a pour vocation de définir cette position nationale forte et unie et elle donne l'occasion d'articuler notre réflexion autour de trois axes à savoir, "écouter et comprendre, qui est d'identifier les besoins précis et les contraintes opérationnelles des forces de défense et de sécurité ; concerter et arbitrer qui est de confronter ces besoins aux réalités techniques et réglementaires du spectre pour définir des positions équilibrées et défendables ; et enfin défendre une vision commune qui est d'élaborer une stratégie de négociation claire pour que la voix du Niger soit audible, respectée et influente au sein de l'Alliance" a précisé le Colonel Major Idrissa Chaibou.

"Je mesure alors pleinement la portée de nos échanges, qu'il s'agit non seulement de définir une position technique, mais aussi de protéger la vie de nos hommes, de garantir l'efficacité de nos forces, et d'affirmer la souveraineté du Niger dans l'espace électromagnétique" a-t-il fait savoir tout en invitant les participants à des "échanges francs, rigoureux et constructifs". "Votre expérience opérationnelle est notre meilleur atout pour construire une position réaliste, cohérente et forte" a-t-il enfin lancé à l'endroit des participants.

Notons que cette cérémonie s'est déroulée en présence des Représentants des Forces de Défense et de Sécurité, et du personnel de l'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et de la Poste (ARCEP).

Sous prétexte de « préserver la stabilité », Paris s’est de nouveau immiscée dans une crise africaine. L’exfiltration d’Andry Rajoelina par un avion militaire français, au cœur de la tourmente malgache, ravive un débat ancien : la France sait-elle vraiment rompre avec ses réflexes d’ingérence sur le continent ?

C’est une scène que Paris aurait préféré garder dans l’ombre : celle d’un président africain, exfiltré par un avion militaire français, en pleine tempête politique.

Le 12 octobre 2025, Andry Rajoelina, chef de l’état malgache, quittait discrètement son pays, à bord d’un appareil de l’armée française. Officiellement, « pour éviter un bain de sang ». Officieusement, pour sauver ce qui pouvait encore l’être d’un régime à bout de souffle.

Un accord de « président à président » – entre Emmanuel Macron et Rajoelina – aurait permis cette fuite organisée. Les relais de l’armée française de La Réunion ont agi avec une efficacité sans faille. L’opération fut propre, sans éclat, mais lourde de symboles. Paris affirme ne pas s’ingérer, mais c’est encore Paris qui ferme la porte derrière un président africain déchu.

Une vieille habitude : sauver les siens, préserver les apparences

Officiellement, l’Élysée s’en tient à une ligne simple : aucune intervention, aucune prise de position. En coulisses, c’est tout autre chose. Depuis le 25 septembre, Antananarivo s’enfonce dans le désordre : pénuries d’eau, coupures d’électricité, manifestations, puis mutineries.

Face à la débâcle, l’appareil d’état s’est disloqué. Dimanche, la gendarmerie nationale a basculé du côté des protestataires, sous la houlette du général Nonos Mbina Mamelison, désormais autoproclamé nouveau commandant.

Pendant ce temps, à Paris, les téléphones chauffaient. Les diplomates et les conseillers de l’Élysée n’ont jamais cessé de suivre la situation heure par heure. Comme souvent dans ces crises africaines, la tentation de « gérer » discrètement le chaos s’est imposée.

On se souvient d’autres épisodes – Bokassa évacué par un DC-8 français en 1979, Blaise Compaoré exfiltré vers la Côte d’Ivoire en 2014 – autant de pages jaunies du manuel officiel de la politique africaine de la France : ne jamais abandonner totalement un ami, même déchu.

Une ingérence douce, mais constante

Les responsables français se défendent de toute intervention. Pourtant, la France reste omniprésente dans la mécanique du pouvoir malgache. Les Forces armées de la zone Sud de l’océan Indien (FAZSOI), basées à La Réunion, encadrent les échanges militaires ; l’Agence française de développement (AFD) irrigue les finances publiques malgaches ; et les grands groupes français, du bâtiment à l’énergie, pèsent lourd dans l’économie locale.

Sous Rajoelina, les contrats se sont multipliés : téléphérique de 150 millions d’euros, projets d’infrastructures, financements électoraux. La France est rest  e le premier investisseur et bailleur bilatéral. Un lien que l’on appelle pudiquement « coopération », mais qui ressemble souvent à une tutelle sous perfusion.

Ainsi, quand Paris affirme qu’il ne « fait que faciliter un départ », on entend surtout la voix d’une puissance qui, sous couvert d’humanitarisme et de prudence diplomatique, continue de s’autoriser un droit de regard sur la scène politique africaine.

Les paradoxes d’un partenaire encombrant

Andry Rajoelina, l’ancien DJ devenu président, était un allié à géométrie variable. Soutenu par la France en 2009 après un coup d’état, il avait su parler le langage des affaires et des diplomates. Son pouvoir,

contesté mais utile, convenait bien à Paris : stabilité apparente, ouverture économique, coopération sécuritaire dans l'océan Indien.

Mais la lune de miel s'est ternie. En 2023, la révélation de sa double nationalité française, acquise dans le plus grand secret, a créé un malaise durable. Comment défendre un président qui, tout en brandissant le drapeau de la souveraineté, possédait un passeport tricolore ?

La question embarrassait l'Élysée autant qu'elle fragilisait Rajoelina. Son exfiltration en 2025, orchestrée par les mêmes réseaux qui l'avaient jadis installé, apparaît aujourd'hui comme l'épilogue d'une dépendance mutuelle. Paris protège, Rajoelina s'efface.

Madagascar, miroir d'un système à bout de souffle

Ce départ en catimini relance un débat qui dépasse largement les frontières de la Grande Île : la France sait-elle encore se tenir à distance des crises africaines ? Chaque fois qu'un régime vacille — qu'il s'agisse du Mali, du Niger, autrefois, ou désormais de Madagascar — Paris est tentée d'arbitrer, de conseiller, parfois d'évacuer.

Sous couvert de « préserver la stabilité », l'ingérence française se pare d'habits moraux. Mais sur le terrain, elle nourrit la méfiance et alimente le ressentiment anti-français qui monte partout sur le continent.

L'Afrique change, ses capitales bougent, ses alliances se déplacent. La France, elle, semble encore croire qu'elle peut écrire la fin des histoires africaines — à condition d'en maîtriser le scénario.

L'exfiltration, ou la diplomatie du dernier refuge

Pour Emmanuel Macron, l'affaire Rajoelina n'est pas seulement un épisode tropical : c'est un révélateur. Malgré les discours sur la « nouvelle relation » entre la France et l'Afrique, les vieux réflexes coloniaux demeurent, ceux du parapluie protecteur et du coup de main fraternel à un président ami. Une ingérence qui ne dit pas son nom, mais qui s'inscrit dans la continuité : sauver l'ordre avant la justice, la stabilité avant la démocratie.

À Antananarivo, la population célèbre peut-être la chute d'un président. À Paris, on se félicite d'avoir évité un bain de sang. Entre ces deux vérités, se glisse toute l'ambiguïté de la politique africaine de la France.

ANNEXE 1 : Coopération militaire avec l'Italie



Pagoui @ighazer · 23h



#Niger | **#Zéro** soldat mais compté à la **#Zeine**

Alors que Lamine Zeine fanfaronnait qu' "aujourd'hui, il n'y a zéro soldat étranger sur le sol national", la réalité s'est chargée de le contredire sans tambour ni trompette.

En moins d'une semaine, on nous apprend que le général Giovanni Quartuccio vient de passer le commandement à son homologue Ivan Cioffi à la tête de la Mission militaire italienne de coopération au Niger (MISIN). Pour rappel, selon les données disponibles, l'Italie compte plus de 250 soldats au Niger, un effectif qui pourrait grimper jusqu'à 500 si de nouveaux accords entraient en vigueur. Autrement dit, pendant que les populistes du régime putschiste donc illégitime s'autocongratule pour une soi-disant "souveraineté retrouvée", Rome, tient toujours garnison à Niamey aux côtés des mercenaires de Wagner déguisés en Afrika-Korps. À chacun d'en juger.



Aboubacar Y. Barma @aboubacarybarma · Oct 12

#Niger 🇳🇬 **#Italie** 🇮🇹

#Coopération_militaire: Le général **#Giovanni_Quartuccio** passe le commandement à son homologue **#Ivan_Cioffi** à la tête de la Mission militaire italienne de coopération au Niger (**#MISIN**).



6

16

2.6K

